

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

1- 4 MAI 2020

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2020

A handwritten signature in blue ink, located at the bottom right of the page.

Les réformes du cadre juridique des Finances publiques en RCA et leur harmonisation dans le cadre sous régional de la CEMAC ont permis un retour à la bonne pratique financière en RCA.

Trimestriellement, la Direction Générale du Budget (DGB) élabore un rapport d'exécution du budget de l'Etat qui commente et met en relief les données chiffrées de l'exécution du budget. Cette obligation résulte du Décret portant fonctionnement et organisation du Ministère des Finances et du Budget ; traduit la volonté de transparence du Gouvernement et contribue à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'Etat.

Le rapport d'exécution du budget au 1^{er} trimestre 2020 rappelle dans un premier temps le contexte de l'élaboration de la Loi de Finances de l'année et les prévisions des grandes masses, ensuite retrace l'exécution du budget à fin mars 2020 et enfin présente les perspectives envisagées.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2020

C'est dans un contexte mondial et sous régional marqué par l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, une turbulence sur les marchés financiers en lien avec le Brexit, la baisse des cours des principales matières premières, ainsi que la persistance des tensions sécuritaires dans la sous-région de la CEMAC que le projet de Loi de Finances pour l'exercice 2020 a été élaboré. C'est pourquoi, il est important de rappeler l'environnement économique tant international que national afin d'orienter les priorités face aux éventuels chocs.

i) L'environnement économique international en 2019 et les perspectives en 2020

Selon la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, la croissance mondiale qui se serait établie à 3,3% en 2019, devrait remonter à 3,6% en 2020.

Dans les pays avancés, l'expansion continuera de ralentir progressivement à mesure que les effets de la relance budgétaire américaine s'estompent et que la croissance tend vers le potentiel modeste de l'ensemble du groupe. Compte tenu du vieillissement de la population et la faible augmentation de la productivité, la croissance devrait atteindre 2,2% en 2019.

Aux États-Unis, le taux de croissance serait 3,2% en 2019, et progresserait modérément en 2020.

Dans la zone euro, la Commission européenne prévoit une hausse du Produit Intérieur Brut de 1,2% en 2019 et 1,9% en 2020 dans un contexte d'incertitude sur le commerce mondial et l'éventualité d'un Brexit.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer à 4,0% en 2019 pour s'établir à 4,1% en 2020. Ce taux reste toutefois insuffisant pour résorber les déficits budgétaires et courants persistants et à une dette devenue parfois insoutenable.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a été marquée en 2019 par la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles, la hausse du prix du baril de pétrole brut,

l'augmentation de sa production dans certains pays, et le dynamisme du secteur non pétrolier. Ainsi, les prévisions pour 2019 tablent sur un taux de croissance de 3,2% contre 1,7% en 2018.

ii) Le contexte économique national en 2019 et les perspectives en 2020

L'activité économique devrait rester dynamique et se maintenir sur une tendance haussière à la faveur d'un environnement interne beaucoup plus favorable suite à la signature de ***l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en Centrafrique du 06 février 2019***, dont la mise en œuvre devrait permettre d'améliorer sensiblement la situation sécuritaire, ouvrant la voie à une croissance économique plus forte et plus inclusive. Globalement, le taux de croissance du PIB réel serait de 5,0% en 2020 contre 4,5% en 2019. Ce regain d'activité serait porté à la fois par la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

- ***Au niveau du secteur primaire***, l'activité est attendue en hausse de 4,6% en 2020 contre 3,9% en 2019. Elle serait tirée, essentiellement, par le sous-secteur agricole et les activités annexes. Le sous-secteur de l'élevage et les activités extractives demeureraient, par ailleurs sur une bonne tendance.
- ***Au niveau du secteur secondaire***, l'activité devrait maintenir le cap en 2020, à la faveur de la poursuite de l'exécution des projets structurants du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) et de la vigueur des industries. Le taux de croissance attendu serait de 5,6% en 2020 contre 5,1% en 2019. Elle tirerait profit, principalement, de la bonne tenue des sous-secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des matériaux de construction et de l'énergie.
- ***Au niveau du secteur tertiaire***, l'activité tirerait profit de la bonne orientation des secteurs primaire et secondaire. La croissance du secteur est projetée à 5,7% en 2020 contre 5,5% en 2019.

L'appropriation des éléments du contexte aussi bien national qu'international a permis d'adapter la stratégie appropriée et de dégager les ajustements sur le budget afin d'atteindre les objectifs fixés.

Sur la base des éléments ci-dessus énoncés, le projet de budget pour l'exercice 2020 a mis un accent particulier sur les grandes priorités suivantes :

- 1) **Renforcement de la paix, la sécurité et la justice ;**
- 2) **Relance de l'économie ;**
- 3) **Politique et bonne gouvernance ;**
- 4) **Cohésion sociale et action humanitaire.**

Au-delà de ces grandes priorités, le Gouvernement veillera à assurer ses principales missions régaliennes. Toutefois, tenant compte du contexte, un accent sera mis sur la priorisation des activités et surtout sur l'efficacité et l'efficience des politiques et programmes à mettre en œuvre par les Ministères et les Institutions de la République.

Face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité sera de poursuivre le processus de renforcement des finances publiques. Ceci, par l'amélioration des capacités de recouvrement des recettes tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques.

a) En matière de mobilisation des ressources

Il s'agit d'optimiser la mobilisation des ressources intérieures grâce aux actions que les régies financières mettront en œuvre au cours de l'exercice 2020. Il s'agira entre autres de l'intensification des actions en recouvrement, l'interdiction des déclarations non accompagnées de paiement, le renforcement de la chaîne de dédouanement, la rationalisation de la gestion des exonérations, le renforcement de l'efficacité de la chaîne de recouvrement des recettes douanières et le renforcement des capacités des régies financières.

Les prêts devront être contractés à des conditions hautement concessionnelles en veillant au respect des ratios de viabilité et de soutenabilité de la dette.

b) En matière des dépenses

La prudence dans la gestion des dépenses restera de mise et devra être soutenue par une stricte discipline des acteurs de la chaîne des dépenses publiques. Toutefois, une attention particulière devra être portée vers les secteurs prioritaires en vue d'une augmentation des dépenses sociales afin de réduire la pauvreté.

Pour ce qui est des projets financés sur ressources extérieures, leur inscription dans le budget est tributaire de la convention de financement dûment signée et des dossiers techniques, notamment les études de faisabilité.

C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de budget 2020 ont été arrêtées.


Le tableau ci-dessous présente les grandes masses de la Loi de Finances 2020. 

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la Loi de Finances 2020 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2020
RESSOURCES TOTALES	282 984 759
Ressources propres	143 498 000
Douanes	62 958 182
Impôts	56 244 000
Trésor	24 295 818
Ressources extérieures	139 486 759
Appuis budgétaires	44 650 000
Appuis projets	94 836 759
<i>Dons projets</i>	88 777 815
<i>Emprunts projets</i>	6 058 944
CHARGES	293 609 314
Dépenses primaires	160 318 054
Personnel	68 389 792
Biens et services	45 175 762
Frais financiers	4 614 620
Transferts et subventions	42 137 880
Dépenses d'investissement	118 369 250
<i>Sur ressources propres</i>	23 532 491
<i>Sur ressources extérieures</i>	94 836 759
Dépenses de rembours. de la dette	14 922 010
Solde budgétaire	- 10 624 555

Sources : DGB

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

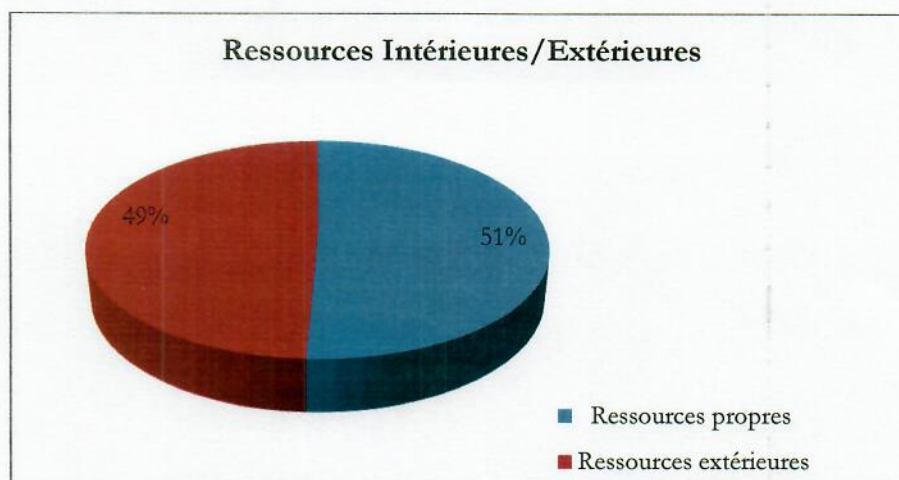
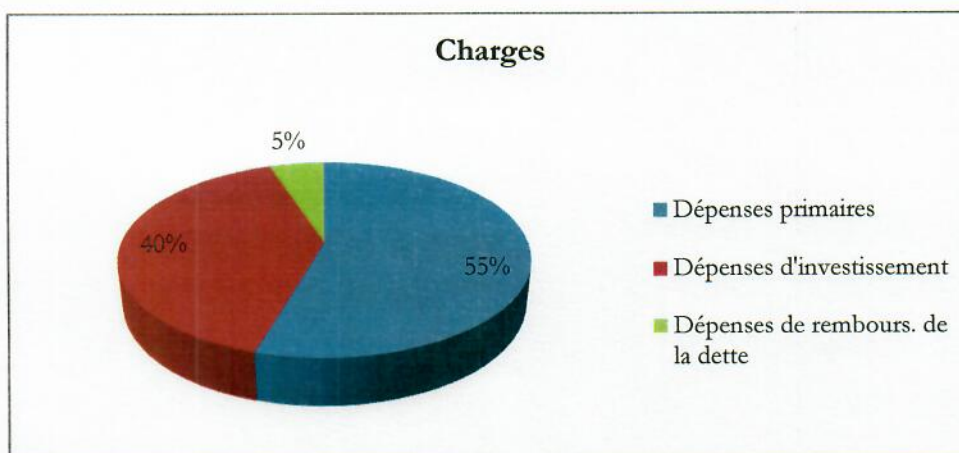


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2020

L'exécution du budget de l'Etat au 1^{er} trimestre 2020 a été réalisée dans un contexte marqué par la propagation de la pandémie à Coronavirus (COVI-19) qui a impacté négativement sur la réalisation des objectifs de la période sous revue.

C'est ainsi que les ressources mobilisées au 31 mars 2020 s'élève à 50,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 282,98 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 17,7%. Toutefois une hausse de 8,6 milliards de francs CFA est observée en comparaison à la même période de l'exercice 2019 expliquée essentiellement par la forte mobilisation des appuis budgétaires.

Le niveau d'exécution des dépenses pour le 1^{er} trimestre a atteint le montant de 58,5 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 293,61 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 19,9%. En comparaison à la même période un an plus tôt, une augmentation de 24,5 milliards de francs CFA est observée, liée à des hausses significatives des montants respectifs des transferts et subventions et des investissements.

Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges.

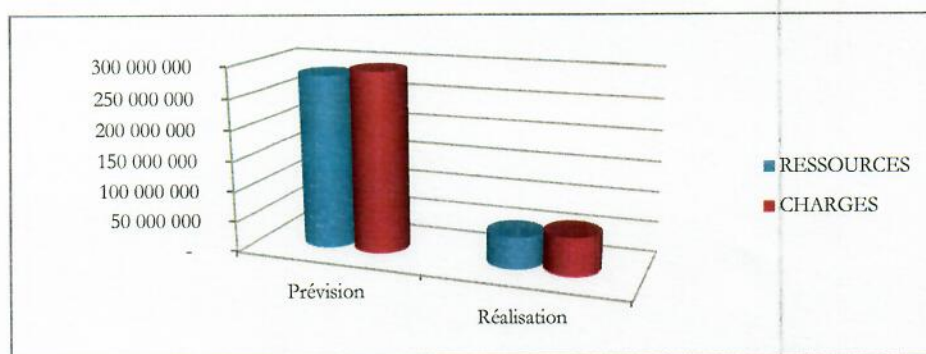
Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations au 1^{er} trimestre 2020 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2020	Taux de réalisation
RESSOURCES	41 504 065	282 984 759	50 077 711	17,70%
Ressources intérieures	31 674 243	143 498 000	32 731 560	22,81%
Ressources propres	27 778 243	143 498 000	32 731 560	22,81%
Douanes	12 838 456	62 958 182	13 346 999	21,20%
Impôts	14 430 558	56 244 000	15 754 633	28,01%
Trésor	509 229	24 295 818	3 629 928	14,94%
Emprunts	3 896 000	-	-	
<i>Bon du Trésor</i>	3 896 000	-		
<i>FMI et autres</i>		-		
Ressources extérieures	9 829 822	139 486 759	17 346 151	12,44%
Appuis budgétaires		44 650 000	7 543 000	16,89%
Appuis projets	9 829 822	94 836 759	9 803 151	10,34%
<i>Dons projets</i>	9 735 036	88 777 815	7 437 067	8,38%
<i>Emprunts projets</i>	94 786	6 058 944	2 366 084	39,05%
CHARGES	34 017 817	293 609 314	58 487 740	19,92%
Dépenses primaires	32 111 715	160 318 054	42 855 183	26,73%
Personnel	14 924 521	68 389 792	16 412 407	24,00%
Biens et services	11 130 831	45 175 762	11 713 948	25,93%
Frais financiers	-	4 614 620		0,00%
Transferts et subventions	6 056 363	42 137 880	14 728 828	34,95%
Dépenses d'investissement	1 906 102	118 369 250	15 632 557	13,21%
<i>Sur ressources propres</i>	1 906 102	23 532 491	5 829 406	24,77%
<i>Sur ressources extérieures</i>		94 836 759	9 803 151	10,34%
Dépenses de rembours. de la dette		14 922 010		0,00%
Solde budgétaire	7 486 248	-10 624 555	-8 410 029	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPC)

10

Figure 3 : Préviation et Réalisation des Ressources



II.1 - Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts et du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

II.1.1 - Ressources intérieures

Les ressources intérieures de l'exercice sont constituées uniquement des ressources propres. Leur mobilisation au 1^{er} trimestre est à hauteur de 32,73 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 143,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 22,81%.

a) Ressources propres

Les efforts déployés par les différentes régions ont permis de mobiliser la somme de 32,7 milliards de francs CFA à fin mars 2020 sur une prévision annuelle de 143,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 22,8% ; ce qui est en deçà de la cible de 25% souhaitée. Toutefois, une hausse de 17,6% est observée comparativement à l'exercice 2019 de la même période.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées au 1^{er} trimestre 2020 :

Tableau n° 3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 31 mars 2020 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Taux de réalisation
Douanes	12 838 456	62 958 182	13 346 999	21,20%
Impôts	14 430 558	56 244 000	15 754 633	28,01%
Trésor	509 229	24 295 818	3 629 928	14,94%
TOTAL	27 778 243	143 498 000	32 731 560	22,81%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI au 1^{er} trimestre 2020 se chiffrent à 13,35 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 62,96 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 21,20%, ce qui est inférieur à la cible de 25% souhaitée. En revanche, comparativement à la même période en 2019, une légère hausse de 3,9% est observée. Cette hausse est due essentiellement à la forte mobilisation des recettes affectées.

La mobilisation des recettes de la DGDDI a été influencée en partie par :

- Le volume élevé des exonérations s'élevant à hauteur 11,91 milliards de francs CFA accordées aux partenaires, ce qui constitue un manque à gagner pour l'Etat ;
- La baisse du volume des importations en provenance de Douala (Cameroun) vers la fin du 1^{er} trimestre 2020 causée par les effets de la crise sanitaire à coronavirus (covid 19) ;

Afin d'accroître la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'actions, notamment :

- Le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- Le renforcement de la chaîne de dédouanement ;
- La maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- La lutte contre la fraude.

Le tableau ci-après présente la performance des recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin mars 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	11 399 223	50 451 069	11 169 790	22,14%
Droits de sorties	36 749	1 223 015	102 304	8,36%
Amendes et pénalités	52 526	567 434	123 004	21,68%
Recettes affectées	734 437	9 274 103	1 697 277	18,30%
Recettes sur exercices antérieurs	297 840			
Autres recettes	317 681	1 442 561	254 624	17,65%
TOTAL	12 838 456	62 958 182	13 346 999	21,20%

Source : DGDDI

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

L'objectif de mobilisation annuelle assigné à la DGID est d'atteindre 56,24 milliards de francs CFA conformément aux dispositions de la Loi de Finances 2020.

Au 1^{er} trimestre 2020, elle a recouvré 15,75 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 28,0% qui est supérieur à la cible de 25% attendue. En comparaison avec la même période en 2019, la mobilisation des recettes de la DGID a progressé de 1,32 milliard de francs CFA, soit un

taux d'accroissement de 9,7%. Cet accroissement est perceptible sur les postes de recettes fiscales et aux divers produits exceptionnels.

Le tableau ci-dessous met en exergue les réalisations de la DGID jusqu'au 31 mars 2020.

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin mars 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Taux de réalisation
Recettes fiscales	12 520 803	38 847 547	13 519 779	34,80%
Recettes non fiscales	1 618 489	9 019 538	1 567 284	17,38%
Recettes sur exercices antérieurs	124 755	687 705	717	0,10%
Produits divers et exceptionnels	166 511	7 689 210	666 853	8,67%
TOTAL	14 430 558	56 244 000	15 754 633	28,01%

Source : DGID

➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 31 mars 2020, la DGTCP a mobilisé au total 3,63 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 24,29 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 14,94% inférieur à la cible de 25% de la moyenne trimestrielle.

En dépit de ce faible taux de réalisation, une hausse de 3,1 milliards de francs CFA a été observée par rapport à la même période en 2019. Cette situation est imputable à la collecte des recettes des agences, fonds et certains organismes publics désormais intégrées au Compte Unique du Trésor (CUT).

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin mars 2020.

Tableau n° 6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin mars 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1er trimestre 2020	Taux réalisation
Recettes non fiscales	483 533	20 904 233	3 601 788	17,23%
Recettes sur exercices antérieurs		10 000		0,00%
Produits exceptionnels	25 696	3 131 585	28 140	0,90%
Produits financiers		250 000		0,00%
TOTAL	509 229	24 295 818	3 629 928	14,94%

Source : DGTCP

b) Les emprunts

Au cours du 1^{er} trimestre 2020, le Trésor Public n'a pas contracté d'emprunts tant au niveau local qu'au niveau international. Cela se justifie par un solde excédentaire observé à la fin de l'exercice 2019.

II.1.2 - Financement extérieur

Les ressources extérieures sont constituées des Appuis budgétaires et des Appuis projets. Le montant total mobilisé à fin mars 2020 s'élève à 17,3 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de réalisation de 12,4% des prévisions annuelles. En comparaison à la même période en 2019 une hausse de 7,5 milliards de francs CFA est observée.

Pour ce qui concerne les Appuis budgétaires, 7,5 milliards de francs CFA ont été mobilisés, correspondant à 16,9% de la prévision annuelle.

Quant aux Appuis-projets, il a été mobilisé 9,8 milliards de francs CFA constitués des Dons-projets (7,4 milliards de francs CFA) et des Emprunts-projets (2,4 milliards de francs CFA).

II.2 - Exécution des dépenses

L'exécution des dépenses publiques au 1^{er} trimestre 2020 a été réalisée dans un contexte marqué par :

- La propagation de la maladie à Coronavirus (COVID-19) obligeant le Gouvernement à suspendre provisoirement la prise en charge de certaines dépenses prévues dans le budget ;
- La mise en œuvre progressive du principe de la délégation de la fonction d'ordonnateur au profit de certains ministères sectoriels ;
- Le développement progressif de nouveaux outils de gestion des finances publiques.

II.2.1 - Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

Au 1^{er} trimestre 2020, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation base engagement de 58,5 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 293,6 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 19,9%.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 1^{er} trimestre est décrite dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 31 mars 2020 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2019	Prévision 2020	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2020	Taux de réalisation
Dépenses primaires	32 111 715	160 318 054	42 855 183	26,73%
Personnel	14 924 521	68 389 792	16 412 407	24,00%
Biens et services	11 130 831	45 175 762	11 713 948	25,93%
Frais financiers	-	4 614 620		0,00%
Transferts et subventions	6 056 363	42 137 880	14 728 828	34,95%
Dépenses d'investissement	1 906 102	118 369 250	15 632 557	13,21%
<i>Sur ressources propres</i>	1 906 102	23 532 491	5 829 406	24,77%
<i>Sur ressources extérieures</i>		94 836 759	9 803 151	10,34%
Dépenses de rembours. de la dette		14 922 010		0,00%
Total	34 017 817	293 609 314	58 487 740	19,92%

Source : DGB (Ges'co)

a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux frais financiers et aux subventions accordées à certains organismes.

Au 1^{er} trimestre 2020, le montant de ces dépenses s'élève à 42,9 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 160,32 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 26,73%.

✓ Dépenses du personnel

Les dépenses pour le traitement du personnel au 1^{er} trimestre 2020 s'élèvent à hauteur de 16,4 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24%, inférieur à la cible de 25% ; ce qui explique la maîtrise de cette nature de dépenses. Si on compare le niveau d'exécution au premier trimestre 2020 à celui de 2019, on enregistre une augmentation de l'ordre de 9,97%. Cette augmentation se justifie par la prise en charge salariale des jeunes diplômés nouvellement intégrés dans la Fonction Publique ainsi que des jeunes recrues dans l'Armée et la Sécurité Publique.

✓ Dépenses des biens et services

Au 1^{er} trimestre 2020, les dépenses des biens et services base engagement s'élèvent à 11,71 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 45,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 25,9%.

En comparaison à l'année 2019, le montant des dépenses des biens et services a enregistré une légère hausse de 0,58 milliard de francs CFA, soit une progression de 5,24%.

Cette hausse bien que légère mais qui suit une tendance croissante durant ces quatre (04) dernières années, tire son origine de l'enthousiasme des fournisseurs à coopérer avec l'Etat suite aux différentes réformes entreprises par le Gouvernement, notamment :

- Le paiement régulier des arriérés des fournisseurs pour permettre de relancer l'économie ;

- La mise en œuvre progressive de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation au profit des départements sectoriels ;
- Le déploiement des contrôleurs financiers auprès de certains ministères sectoriels bénéficiaires de la fonction d'ordonnateur ;
- La création d'une plate-forme de saisie des engagements dédiée aux départements ministériels ;

✓ **Dépenses de transferts et subventions**

Au 31 mars 2020, le montant des dépenses de transferts et subvention base engagement s'élève à hauteur de 14,73 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 42,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 34,9%. Cette situation s'explique par la mise à disposition des subventions au profit de l'Assemblée Nationale, la prise en charge des contributions aux organismes internationaux ainsi que des crédits alloués aux Etablissements Publics suite au transfert de leurs ressources sur le Compte Unique du Trésor (CUT).

b) Dépenses d'investissement

Au 1^{er} trimestre 2020, le montant de l'exécution des dépenses d'investissement se chiffre à 15,6 milliards de francs CFA. Il se décompose en investissement sur ressources propres (5,8 milliards de francs CFA) et investissement sur ressources extérieures (9,8 milliards de francs CFA).

Les investissements sur ressources propres ont été exécutés à hauteur de 5,8 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 23,53 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 24,8%.

En comparaison à la même période de l'année dernière, une augmentation de 3,92 milliards de francs CFA est observée. Cette hausse est justifiée par les grands travaux en cours d'exécution entre autres l'hôtel des Impôts, les travaux de réhabilitation des voies routières tant en provinces qu'à Bangui, et les travaux de construction de la base logistique pour les FACA.

Les principales raisons qui justifient cette augmentation se résument à :

- La maîtrise des procédures d'exécution des dépenses suite à la nomination des contrôleurs financiers auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la fonction d'ordonnateur ;
- L'approbation à temps du plan prévisionnel de passation de marchés des institutions de la République et des départements sectoriels.

Quant aux investissements sur ressources extérieures au montant de 9,8 milliards de francs CFA, les principaux secteurs bénéficiaires sont : i) sécurité, gouvernance et Etat de droit (2,8 milliards de francs CFA) ; ii) Infrastructures (4,6 milliards de francs CFA) ; iii) Social (1,9 milliards de francs CFA) ; et iv) Relance économique et production (486 millions de francs CFA).

c) Dépenses relatives au remboursement de la dette et des frais financiers

Les dépenses de remboursement de la dette et des frais financiers sont des opérations de trésorerie et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations. Au titre du premier trimestre, aucune opération de régularisation n'a été effectuée en l'absence des informations.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires, aux missions à l'intérieur et à l'extérieur, aux diverses manifestations et aux frais de réceptions. Il s'agit des dépenses immédiates, d'où nécessité de passer par des procédures urgentes, quitte à régulariser après justification par les régisseurs. Au 1^{er} trimestre 2020, le montant de ces dépenses s'élève à près de 1,4 milliard de francs CFA, ce qui représente 4,2% des dépenses totales exécutées (hors salaires, et investissements financés sur ressources extérieures).

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées en procédure exceptionnelle.

Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 mars 2020 (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP au 1 ^{er} trimestre 2019	Prévision 2020	Exécution OP au 1 ^{er} trimestre 2020	Taux d'exécution
Biens et services	1 668 086	45 175 762	686 687	1,52%
Frais financiers		4 614 620		
Intervention	250 918	42 137 880	684 997	1,63%
Investissement		23 532 491		
Remboursement de la dette		14 922 010		
Total	1 919 004	130 382 763	1 371 684	1,05%

Source : DGB (Ges'co)

II.2.3) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales sont celles destinées à couvrir les charges des secteurs de : l'Education, la Santé, les Affaires Sociales, la Promotion de la Femme, le Développement Rural, l'Elevage et Santé Animale, l'Energie et les PME- PMI.

Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 87,27 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} trimestre se chiffre à 7,21 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 8,26%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

Pour une prévision globale 15,32 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement dans le secteur social se chiffre à 2,51 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 16,37%. En comparaison à la même période de l'Année dernière qui était de 2,71 milliards de francs CFA, une baisse de 200 millions francs CFA a été constatée expliquée par la trésorerie qui n'a pas permis que toutes les dépenses ne soient pas systématiquement.

b) Intervention

Sur une prévision annuelle de 10,16 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 1,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 18,44% ce qui fait apparaître une hausse de 0,69 milliard de francs CFA comparativement à la même période de l'exercice antérieur.

c) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement au 1er trimestre 2020 s'élève à 2,83 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 61,53 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 4,60%. Il en ressort le constat d'une hausse de 1,16 milliard de francs CFA en comparaison à la même période de l'Année 2019.

La contreperformance du taux d'exécution des dépenses d'investissement s'explique principalement par la lenteur des procédures administratives avec les Partenaires Techniques et Financiers pour le financement des projets.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux.

	Dotation 2020	Réalisations au 1er Trimestre 2020	Taux d'exécution
Education	17 749 397	3 750 444	21,13%
Titre II: Fonctionnement	6 838 102	943 561	13,80%
Titre IV: Intervention	3 427 795	1 066 261	31,11%
Titre V: Investissement	7 483 500	1 740 622	23,26%
<i>Sur ressources propres</i>	1 273 500	14 999	
<i>Sur ressources extérieures</i>	6 210 000	1 725 623	
Santé	27 325 283	1 281 298	4,69%
Titre II: Fonctionnement	6 284 900	1 133 798	18,04%
Titre IV: Intervention	2 675 000	147 500	5,51%
Titre V: Investissement	18 365 383	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	1 202 556		
<i>Sur ressources extérieures</i>	17 162 827		
Affaires Sociales	6 863 934	238 724	3,48%
Titre II: Fonctionnement	191 361	3 211	1,68%
Titre IV: Intervention	1 186 219	172 000	14,50%
Titre V: Investissement	5 486 354	63 513	1,16%

<i>Sur ressources propres</i>	121 354	19 992	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 365 000	43 521	
Promotion de la Femme	567 474	109 502	19,30%
Titre II: Fonctionnement	133 464	21 800	16,33%
Titre IV: Intervention	36 000		0,00%
Titre V: Investissement	398 010	87 702	22,04%
<i>Sur ressources propres</i>	94 000	70 603	
<i>Sur ressources extérieures</i>	304 010	17 099	
Développement Rural	11 931 140	373 112	3,13%
Titre II: Fonctionnement	731 775	42 674	5,83%
Titre IV: Intervention	1 215 000	198 750	16,36%
Titre V: Investissement	9 984 365	131 688	1,32%
<i>Sur ressources propres</i>	1 349 640	131 688	
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 634 725		
Elevage et Santé Animale	677 793	60 250	8,89%
Titre II: Fonctionnement	228 845	250	0,11%
Titre IV: Intervention	349 732	60 000	17,16%
Titre V: Investissement	99 216	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	99 216		
<i>Sur ressources extérieures</i>			
Energie	21 274 399	1 244 258	5,85%
Titre II: Fonctionnement	428 933	277 522	64,70%
Titre IV: Intervention	1 229 706	250 000	20,33%
Titre V: Investissement	19 615 760	716 736	3,65%
<i>Sur ressources propres</i>	410 000	9 965	
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 205 760	706 771	
PME-PMI	304 009	94 363	31,04%
Titre II: Fonctionnement	37 750	26 374	69,86%
Titre IV: Intervention	167 000	40 000	23,95%
Titre V: Investissement	99 259	27 989	28,20%
<i>Sur ressources propres</i>	99 259	27 989	
<i>Sur ressources extérieures</i>			
Total Fonctionnement	15 324 078	2 509 190	16,37%
Total Intervention	10 165 565	1 874 761	18,44%
Total Investissement	61 531 847	2 828 250	4,60%
<i>Sur ressources propres</i>	4 649 525	275 236	5,92%
<i>Sur ressources extérieures</i>	56 882 322	2 493 014	4,38%
Total sur ressources propres	30 139 168	4 659 187	15,46%
TOTAL GENERAL	87 021 490	7 212 201	8,29%

Sources : DGB, DGPE (MEPC)

II.2.4) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et les frais de transport) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et les frais d'hospitalisation).

Au titre du 1^{er} trimestre les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 0,55 milliard francs CFA pour une prévision annuelle de 1,60 milliard de francs CFA soit un taux d'exécution de 34,65%. Cette nature de dépense est en baisse en comparaison à celle de l'année 2019 qui, est de 59,22%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,97 milliard contre une prévision annuelle de 1,05 milliard de francs CFA, représentant un taux de 92,31%, en hausse comparativement à l'année dernière où le taux est de 45,35%.

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget pour les 3 prochains trimestres de l'année 2020 pourrait être influencée par les effets socio-économiques causés par la pandémie à coronavirus. A cet effet, les paramètres des prévisions budgétaires initiales ont subi des modifications sensibles, ce qui et laisse entrevoir la nécessité d'aller à un Collectif Budgétaire. Afin de faire face aux conséquences néfastes causées par cette pandémie, le Gouvernement doit prendre des mesures nouvelles en vue de :

- Réduire les recettes domestiques consécutivement à la baisse de l'activité économique ;
- Revoir à la baisse certaines dépenses jugées non prioritaires ;
- Solliciter les appuis budgétaires conséquents auprès des partenaires au développement de la RCA ;
- Solliciter des appuis financiers spécifiques pour la prise en charge du plan de riposte contre le coronavirus ;
- Ouvrir sans tarder avec le FMI, des discussions pour la révision du programme économique du gouvernement appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget

